

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 82/06

AMR 28/001/2006 – ÉFAI

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ / MENACES

ÉQUATEUR

Manuel Mesías Tatamuez Moreno, président de la *Confederación Ecuatoriana de Organizaciones Clasistas Unitarias de Trabajadores* (CEDOCUT, Confédération équatorienne des organisations unies de la classe ouvrière)

**ainsi que les membres de sa famille
et les autres membres de la CEDOCUT**

Londres, le 10 avril 2006

Selon les informations recueillies, le syndicaliste Manuel Mesías Tatamuez Moreno est la cible de menaces et d'actes d'intimidation toujours plus nombreux. Amnesty International pense que ces actes sont liés au travail de cet homme et craint pour sa sécurité, ainsi que pour celle de sa famille et de ses collègues.

Manuel Mesías Tatamuez Moreno aurait reçu plusieurs appels de menaces sur son téléphone portable et à son domicile depuis janvier 2006. Le 14 mars, il a été suivi à Quito, la capitale, par une camionnette dépourvue de plaques d'immatriculation qui a tenté de le forcer à s'arrêter à un croisement. Manuel Mesías Tatamuez Moreno a réussi à s'enfuir, cependant, au cours de la même journée, il a remarqué qu'il était suivi par une autre voiture. Il a signalé ces faits au ministère du Travail et a bénéficié, pendant quatre jours, de la protection d'un garde.

Au même moment, à peu près, que Manuel Mesías Tatamuez Moreno était suivi, sa nièce aurait été prévenue de l'attaque par téléphone. Son interlocuteur lui aurait indiqué son identité ainsi qu'un numéro de téléphone auquel il souhaitait être joint par Manuel Mesías Tatamuez Moreno, afin de lui fournir de plus amples détails.

Le 1^{er} avril, des individus non identifiés se sont introduits dans les bureaux du vice-président de la *Confederación Ecuatoriana de Organizaciones Clasistas Unitarias de Trabajadores* (CEDOCUT, Confédération équatorienne des organisations unies de la classe ouvrière) et auraient dérobé d'importants documents. Manuel Mesías Tatamuez Moreno a signalé les faits au procureur de la province de Pichincha le 16 mars et le 3 avril. Amnesty International ignore cependant si une enquête a été ouverte sur les menaces dont cet homme a fait l'objet ou sur le cambriolage.

Les derniers actes d'intimidation dirigés contre Manuel Mesías Tatamuez Moreno et la CEDOCUT semblent liés à leur intervention dans des négociations salariales entre les membres de la Confédération, l'État et les employeurs. Au mois de janvier, les autorités ont accepté d'augmenter le salaire des travailleurs de 30 dollars (environ 25 euros). Le ministère du Travail a néanmoins limité cette hausse à 10 dollars (8 euros), une décision critiquée par les syndicats concernés.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Ces dernières années, Amnesty International a été informée de plusieurs cas de menaces, notamment de menaces de mort, et d'autres actes d'intimidation dirigés contre des défenseurs des droits humains, des journalistes et des responsables communautaires qui s'étaient montrés critiques vis-à-vis des politiques menées par le gouvernement. L'organisation a exhorté les autorités équatoriennes à conduire des investigations et à traduire en justice les auteurs présumés de telles menaces. À ce jour cependant, personne n'a été inculpé.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

– dites-vous préoccupé par la sécurité de Manuel Mesías Tatamuez Moreno, de ses collègues et de ses proches ;

– déclarez-vous inquiet à l'idée que ces personnes sont la cible de menaces et d'actes d'intimidation apparemment liés à l'intervention de Manuel Mesías Tatamuez Moreno et de la *Confederación Ecuatoriana de Organizaciones Clasistas Unitarias de Trabajadores* (CEDOCUT, Confédération équatorienne des organisations unies de la classe ouvrière) dans des négociations salariales en faveur des membres de ce syndicat ;

– demandez aux autorités qu'une enquête efficace soit menée dans les meilleurs délais sur ces menaces, que les résultats des investigations soient rendus publics et que les responsables présumés soient déférés à la justice ;

– appelez les autorités à garantir la sécurité de Manuel Mesías Tatamuez Moreno, de ses collègues et de ses proches, conformément à leurs souhaits.

APPELS À :

Ministre de l'Intérieur :

Dr. Felipe Vega de la Cuadra
Ministro de Gobierno, Policía, Justicia,
Cultos y Municipalidades
Ministerio de Gobierno y Policía
Benalcázar y Espejo
Quito
Équateur

Fax : +593 2 258 1030 (si un correspondant vous répond, veuillez demander le fax : « *Tono de fax, por favor* »)

Formule d'appel : *Señor Ministro*, / Monsieur le Ministre,

Procureure générale par intérim :

Dra. Cecilia Armas Tobar
Ministra Fiscal Subrogante
Fiscalía General del Estado
Av. Eloy Alfaro N° 32-240 y República
Quito
Équateur

Fax : +593 2 255 8561 (si un correspondant vous répond, veuillez demander le fax : « *Tono de fax, por favor* »)

Formule d'appel : *Sra. Ministra Fiscal Subrogante*, / Madame la Procureure générale par intérim,

COPIES À :

Organisation de défense des droits humains :

Comisión Ecuatoria de Derechos Humanos (CEDHU)
Carlos Ibarra 176 y 10 de Agosto
Edif. Yuraj Pirca, 9no. piso
Quito, Équateur

Fax : +593 2 258 9272 (si un correspondant vous répond, veuillez demander le fax : « *Tono de fax, por favor* »)

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de l'Équateur dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 22 MAI 2006, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*